

« L'Europe en marche ! »,

Conférence du Professeur Dusan Sidjanski à la Fondation Jean Monnet,

à l'invitation de *La République en Marche en Suisse*

Lausanne, le samedi 22 Septembre 2018

- **Anne Dardelet** : Vous avez consacré votre vie à l'Europe en général, vous êtes un grand témoin de l'Europe, je voulais savoir, d'une part ce qui aujourd'hui motive encore votre engagement et d'autre part, quelle a été la plus grande réalisation de l'Europe selon vous ?
- **Dusan Sidjanski** : Tout d'abord j'ai 92 ans, et je commence une nouvelle période de combat pour l'Europe. L'Université de Genève vient d'inaugurer en octobre 2016 un Centre sur l'Europe qui porte mon nom, le *Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes*, que je me propose de développer avec l'aide de mes collègues, postdocs et assistants. J'ai la possibilité de reprendre mon travail à l'Université, le but étant de se fonder sur les travaux et les recherches académiques pour animer le combat européen. Nous ne sommes pas seulement en académie. Nous sommes aussi des citoyens engagés — l'engagement étant un élément essentiel. Je crois évidemment que cet engagement est présent chez moi depuis très longtemps. Quelques anecdotes de ma vie me serviront à vous montrer comment cette passion est née en moi. La première est la grande souffrance que j'ai éprouvée à Dubrovnik en avril 1941, lorsque d'une terrasse donnant sur la rue au bord de la mer, j'ai vu les troupes allemandes et italiennes se rencontrer sous mes yeux. J'ai subi un véritable choc à 14 ans — choc qui m'a marqué à vie et qui a suscité chez moi la volonté de lutte constante contre toute dictature, tout régime autoritaire, en somme contre tout ce qui est imposé par la force. Pendant longtemps d'ailleurs, j'ai fait ce cauchemar d'un individu qui me menaçait d'un révolver sur la tempe, m'obligeant de suivre à la lettre ses ordres et ses diktats. Ensuite, avec ma famille nous avons réussi à passer à Split puis en Italie. J'ai pu vivre de l'intérieur l'Italie sous Mussolini et observer les familles divisées : des frères qui ne se parlaient plus car certains étaient pour et d'autres contre le *Duce*.

Toujours est-il, un jour à Modène je rencontrais par pur hasard un ami, Sacha. A mes questions, il me répondit qu'il partait le lendemain pour la Suisse. Du coup, une semaine plus tard nous nous sommes retrouvés en Suisse avec toute la famille. Ce n'était pas prévu par mon père qui, selon sa stratégie pensait plutôt en passant par l'Espagne ou le Portugal, nous amener vers l'Amérique. Nous avons *in fine* atterri en Suisse après avoir vécu un premier traumatisme en changeant de train à la gare de Milan, noire de « Camicie nere » et de SS. Le deuxième grand choc fut provoqué lors de la traversée de frontière sous les aboiements de chiens loup en nous trouvant entourés de soldats suisses avec leurs fusils braqués sur nous. Soldats dont les casques ressemblaient à ceux des Allemands.

Ce qui m'avait déjà frappé au cours de mon périple italien c'est que chaque pays s'attribue la gloire et la riche contribution à la civilisation. De la même manière, en France, on me persuadait que les Français constituaient le sommet intellectuel. Je me demandais dès lors comment chacun pouvait penser qu'il est le meilleur. En réfléchissant, je me suis rendu compte que nous nous sommes tous influencés mutuellement et profondément dépendants les uns des autres. Un regard sur la science et la culture nous convaincra qu'elles ne sont pas prisonnières de frontières nationales mais, au contraire, qu'elles vivent et s'épanouissent par-dessus les frontières dans un espace européen et mondial.

C'est en Suisse que j'ai ressenti ma première et profonde adhésion à l'idée d'une Europe unie. Ma thèse de 1954, soutenue à l'Université de Lausanne, porte le titre *Du fédéralisme national au fédéralisme international*. C'est la période au cours de laquelle j'ai consacré plusieurs articles au Conseil de l'Europe, une magnifique idée, qui a été paralysée par l'exigence d'unanimité. A l'origine, Denis de Rougemont a animé aux côtés de Churchill le Congrès de la Haye de 1948. Au cours de ce grand rassemblement ce sont les citoyens qui étaient représentés à travers de multiples mouvements, soit plus de mille de leurs représentants venus de tous les horizons politiques et culturels. On voyait déjà très clairement le clivage avec le Royaume-Uni qui date de longtemps. En examinant les réponses au projet de 1930 d'Aristide Briand d'Union fédérale européenne, la déclaration britannique est très claire : nous sommes pour les marchés, nous sommes pour notre Empire, mais contre le fédéralisme européen et les idées des Continentaux fédéralistes et européistes.

Dès le début, l'Union repose sur les mouvements citoyens et leurs animateurs et représentants. Là-dessus se greffe le Plan Schuman-Monnet, qui donne naissance à la CECA. Peu de temps après, Pleven, au nom de la France, propose de créer une Communauté européenne de défense. Cette initiative française a été suivie, en vertu du principe démocratique, par le projet de Communauté politique européenne. L'échec de la CED sonne le glas de la CPE et enterre l'Europe politique.

Bref, l'Europe des débuts n'est pas uniquement celle de Jean Monnet, mais c'est une Europe qui commence par la résistance et divers mouvements éclos d'en bas dès 1946, par le Congrès des fédéralistes de Montreux en 1947, qui culmine avec le Congrès de La Haye en 1948. Ce sont les racines de notre Europe qui nous rappellent le rôle des citoyens, des États et des régions européens qui s'engagent contre la guerre, l'instinct de destruction, les idées racistes et nationalistes : l'horreur de la guerre et de la destruction des bombardements ont été remplacées par la soif de la paix et le besoin de développement sociétal comme de l'épanouissement des personnes sans distinction. Libérés du nazisme et de son hégémonie raciste qui considérait notamment les Slaves comme des êtres inférieurs dans la hiérarchie des hommes.

Les Français étaient éventuellement tolérés, les Anglais étaient considérés comme frères car de « race » presque égale à la « race allemande ». Si l'Europe n'avait pas réussi à réaffirmer ses valeurs, si les alliés n'avaient pas gagné la guerre, nous aurions été dans le numérique à 100%,

sous le contrôle de l'intelligence artificielle au sein d'un totalitarisme de fer. Tout ceci pour vous dire que ma rencontre avec Denis de Rougemont a été un événement fondamental pas un hasard, puisque pour lui comme pour moi l'Europe est culturelle, reposant sur des valeurs. La culture européenne et à la fois commune et diverses !

Le premier grand choc que nous avons vécu est l'échec de la CED et du projet d'une fédération européenne, but commun de Denis de Rougemont et de Jean Monnet. Dès lors l'idée d'Union politique de l'Europe est devenue un tabou. De Gaulle a proposé son projet politique, refusé par Spaak et Luns au nom de la supranationalité. Ce fut un frein à la dynamique politique. J'en veux pour preuve qu'aujourd'hui, après 70 ans, nous ne sommes pas parvenus au niveau du projet de De Gaulle, dit Plan Fouchet. Bref, l'Europe, l'UE n'est pas dotée de pouvoirs souverains nécessaires pour répondre aux défis et surtout aux menaces qui pèsent sur tous les Européens.

Pour illustrer ce manque d'attributs politiques, José-Manuel Barroso me disait qu'il voyait plus souvent Vladimir Poutine que les dirigeants européens. Je lui demandais en conséquence pourquoi il ne cherchait pas à discuter avec les autres dirigeants et Poutine des questions politiques. Il m'a répondu qu'il n'avait pas « de compétence politique ». Économie et football étaient leurs principaux sujets de discussion ! A plusieurs reprises je lui ai fait ce reproche dans nos confrontations et devant des publics universitaires. Pourtant, un Président de la Commission européenne est un chef politique, ce n'est pas un technocrate, un *manager*. L'Europe s'est enfoncée dans une voie économique, scientifique et technologique, négligeant à la fois le social et le politique.

- **Anne Dardelet** : Alors est-ce la conquête de ce pouvoir souverain et de cette Europe politique qui vous motive encore aujourd'hui et qui vous fait entrer dans une nouvelle voie européenne ?
- **Dusan Sidjanski** : Évidemment et c'est pourquoi tout en ayant un regard critique, je suis à 100% acquis à un homme qui est arrivé avec une nouvelle formation politique à la Présidence de la France et qui se déclare Européen dans son programme politique. C'est un cas exceptionnel et nous avons vécu cela en Suisse à un moment donné avec le conseiller fédéral vaudois, Jean-Pascal Delamuraz qui était très Européen et que j'ai souvent rencontré à la Fondation Jean Monnet. Mais la chute s'est produite et nous avons glissé comme en Suisse vers l'extrême droite, tendance que l'on observe dans d'autres pays. Je me suis alors demandé pourquoi. L'analyse m'a conduit à penser qu'il y a eu une grande césure qui s'est produite à la suite à la crise de 2008. La série de publications et de propositions avancées dans mon livre sur le fédéralisme<sup>1</sup> qui couvre la période de 1992 à 2000 a été laissée de côté : l'Europe affronte une crise existentielle, dont le plus alarmant est la simultanéité du nombre de menaces et de grands défis ainsi que des confrontations

---

<sup>1</sup> *L'Avenir fédéraliste de l'Europe, La Communauté européenne des origines au Traité de Maastricht*, Paris, PUF, 1992, 440 p., dont la dernière traduction est *The Federal Future of Europe*, Ann Arbor, 2000, 462 p.

et des clivages multiples, d'émergences de populismes-nationalistes, de repliements sur soi ainsi que de mouvements anti-migrations. La source est la paupérisation issue de l'austérité et du manque flagrant de solidarité et de respect des valeurs démocratiques. Une dégradation des systèmes démocratiques qui s'accélère. La crise et la stagnation sont remplacées par la régression.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut se demander comment nous avons réagi à la grande crise de 2008. Pourquoi la crise a-t-elle duré dix ans ? Pourquoi l'Europe, qui était le lieu de la prospérité et de la paix, voit ses populations souffrir de faim — comme en Grèce ou en Italie dans une moindre mesure ou dans les pays les plus touchés par le national-populisme ?

Nous avons fait un choix en 2008 qui a eu - et continue à avoir - de graves répercussions aujourd'hui encore. Jacques Delors, avec une équipe d'économistes et d'hommes politiques dont Padoa-Schioppa, Juncker, et européens engagés. Il a proposé un « Plan Marshall Européen » relançant les grands travaux - réseaux de transport et de communication, recherches et innovation, éducation et formation professionnelle – qui auraient donné ainsi du travail aux uns et aux autres et inspiré du dynamisme à l'économie. Mais Madame Merkel a refusé de les suivre en arguant que ce Plan était contraire aux règles du Traité de Maastricht. C'était pourtant une des solutions : donner de l'espoir et de l'activité à la population d'Europe. Le Plan devait être financé par les *eurobonds* et des intérêts très bas, grâce au grand marché européen ! La voie imposée était l'austérité qui a fait le lit des extrémistes en ralentissant l'économie en augmentant le chômage et les dettes publiques (Grèce et Italie en sont des exemples).

Or devant les tensions entre les grandes puissances telles que les États-Unis et la Chine, les mesures de Trump contre le multilatéralisme nous vivons des renversements de situations et de rôles tels que ceux de la Chine affirmant son communisme tout en dépendant du multilatéralisme et du libre-échange. En parallèle semble se développer une alliance militaro-politique Chine - Russie avec des prétentions mondiales et visées vers l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine (Venezuela).

Aujourd'hui et malgré les gilets-jaunes, nous avons la chance et l'espoir d'avoir le Président Macron, Européen engagé. Seul homme politique en Europe qui a l'énergie de s'attaquer aux problèmes européens, et qui proclame son engagement d'Européen et sa volonté de refondation de l'UE. Il oppose « progressiste » à « nationaliste », deux concepts qui ne sont pas au même niveau. Vous pouvez avoir un « nationaliste progressiste » sur le plan social par exemple. La résolution culturelle du Congrès de La Haye en 1948 nous met en garde contre l'usage des mots !

Ainsi, la « refondation » est aussi un concept ambigu : est-ce qu'on veut aujourd'hui refonder l'Europe des 27 ? Madame Merkel est allée en Pologne récemment où elle a parlé de la « refondation ». La réponse polonaise a été claire : « Quelle chance ! Nous allons rapatrier certains pouvoirs que nous avons attribués à l'UE ! » La refondation avec les 27 n'est pas une solution dans le présent. À mon avis, l'espoir et la solution se trouvent dans la création d'un noyau de volontaires pour relancer l'Europe, qui, par différents moyens économiques et politiques mis

en commun, veulent redonner de l'espoir aux peuples européens. C'est, je crois, ce que se propose de faire en premier lieu le Président Emmanuel Macron. Un noyau dynamique et entraînant tous les pays, une preuve concrète de la relance à la veille des élections européennes au bénéfice de tous les peuples de l'UE.

Là aussi se pose une question de vocabulaire. Par exemple, les expressions « L'Europe à deux vitesses » ou « l'Europe des cercles concentriques ». Ce sont des expressions qui évoquent le train ou la géométrie. Or les sociétés ne sont pas géométriques. Napoléon le pensait peut-être en découpant la France en départements géométriques, mais la société dépasse le cadre des frontières, à l'instar de l'Union, et tient davantage de l'esprit de finesse et de la biologie. Dans l'Europe différenciée, i.e. à deux vitesses, la périphérie est oubliée. Que ce soit les Polonais - beaucoup de Polonais se sentent Européens et adeptes de la démocratie mais se trouvent dans une situation de gouvernement autoritaire, à l'exemple de la Hongrie et selon une tendance national-populiste et fasciste comme en Italie, qui ne semble pas épargner l'Allemagne.

• **Anne Dardet** : Quelle expression est alors à préférer ?

• **DS** : Je préfère la création par la *coopération renforcée* d'un noyau de neuf à davantage de pays, qui font partie de la Zone euro. Le traité de Lisbonne le prévoit : 9 pays peuvent avancer en harmonie avec l'ensemble, à condition de laisser les portes ouvertes aux autres qui le veulent et qui en ont la capacité. Ce noyau fédérateur agit en attirant d'autres pays. Un noyau politique de pays dynamiques qui donne l'impulsion à l'ensemble des membres de l'Union. La relance ne peut pas se faire séparément, elle exige une action politique commune. Action dont tous les pays européens bénéficieront.

Un exemple de crise institutionnelle : la Constitution européenne. C'est un grand échec, un espoir perdu. Le projet proposé fait plus de 300 pages. Ce n'est pas une Constitution. Tout a été mis dans ces pages : la CECA, les normes de Rome, les politiques communes etc. Il est évident qu'à la réception d'un tel texte les Français ont eu des réactions de rejet. Nombreux citoyens et citoyennes ne comprenaient pas le texte. Nous-mêmes, dits spécialistes de l'Europe, avons eu des difficultés à l'analyser. La plupart des Constitutions ont une trentaine ou quarantaine de pages et de règles fondamentales de l'organisation de la communauté politique et de leur fonctionnement. A une vocation communautaire ou fédérale, on a opposé le frein de la ratification à l'unanimité en donnant le droit à chaque pays de procéder par référendum. Faut-il le rappeler que Charles De Gaulle était le premier à proposer un référendum européen afin que l'Union ou la Communauté repose sur une pleine légitimité européenne.

Toutefois, si la France a voté « non » suivie par les Pays-Bas, les votes pour le « oui » étaient assez nombreux. Il n'en reste pas moins que par rapport à l'ensemble des citoyens européens, ces votes ne représentaient qu'une partie minime de « non » qui a imposé le rejet au nom de l'Union. Une entorse grave à la démocratie européenne : paradoxalement l'Union européenne, qui

constitue le projet d'une communauté d'États le plus avancé au monde, surprend par sa procédure de ratification en retard sur les organisations internationales ! Il y a donc des changements qui s'imposent.

Cependant il faut distinguer l'urgence de la refondation à long terme de l'Union comme des politiques d'éducation, de recherche, et des réponses aux défis du numérique, de l'intelligence artificielle et des innovations. Savez-vous que les plans du nouveau supersonique sont en train d'être étudiés par quatre compagnies américaines et une compagnie anglaise, en l'absence de toute compagnie européenne, et cela alors même que nous avons un héritage riche d'expériences du Concorde. La plupart de ces projets font partie du long terme qu'il faut bien distinguer du « feu » que nous avons actuellement, qui se répand et crée des clivages très profonds — le cas de l'Italie est à ce propos une grande menace.

- **Anne Dardelet** : J'aimerais revenir sur deux points que vous avez évoqués. Premièrement, on entend souvent dire que l'Europe est anti-démocratique. Je vous demande si, à votre avis, c'est un vrai ou un faux procès et comment, au regard de votre expérience, pensez-vous qu'il soit possible de rendre l'Europe plus démocratique efficace politiquement ? Ensuite, nous reviendrons sur la question de la technocratie et le caractère illisible de l'Europe : pensez-vous, suite à votre expérience politique à la Commission européenne, qu'il y ait des moyens de rendre son fonctionnement plus compréhensible ?
- **DS** : Le terme « anti-démocratique » pour l'Europe n'est pas approprié. On peut parler « d'insuffisance démocratique » mais elle n'est pas anti-démocratique en principe. En témoignent les valeurs et les principes démocratiques qui sont affirmés dans le traité de Lisbonne, qui a repris en les édulcorant les avancées du « traité constitutionnel ». Évidemment, l'Union est malade de quelques pays qui se déclarent des démocraties « illibérales » et qui pratiquent des régimes autoritaires. Pour autant, l'Europe n'est pas anti-démocratique.

Si vous jetez un regard sur la formation de l'Europe, elle a toujours eu une structure d'inspiration démocratique : un Exécutif, un Parlement – les premières élections européennes ont eu lieu en 1979 – et une Cour de justice en équilibre relatif avec le Conseil européen et les Conseils représentant les États membres. Le traité prévoit une procédure de codécision : la Commission européenne émet une proposition qu'elle adresse au Conseil et au Parlement. Les deux, Conseil et Parlement, doivent se mettre d'accord pour qu'un texte législatif soit adopté. La grande crise de 2018 a donné lieu, faute de pouvoirs anti-crise inscrits dans le traité de Lisbonne, à la création de plusieurs « agences intergouvernementales » en marge des processus démocratiques. C'était l'œuvre d'urgence du Commissaire aux Affaires économiques Michel Barnier. Le réseau a été tissé hors système communautaire, échappant à la proposition de la Commission et au contrôle du Parlement européen. Plusieurs de mes amis français, dont Élisabeth Guigou, me disaient qu'on allait réintégrer ces agences sans transparence dominées par les grands États. Personnellement je crois que c'est le contraire qui est en train de se passer. A l'ombre de la crise, l'Europe en crise évolue vers l'intergouvernemental, soutenue par le national-populisme. L'Europe était donc une

démocratie sur la bonne voie mais secouée et coupée dans son élan par la crise. Contrairement au premier Président « permanent » du Conseil européen qui minimisait la différence entre processus communautaire engagé sur la voie démocratique dans un esprit fédéraliste avec plus de voix et de poids accordés aux petits et moyens États membres, l'intergouvernemental sous la fausse apparence d'égalité des membres consolidait la domination des grands et freine la progression par l'unanimité.

L'Europe a reculé vers l'intergouvernemental ! Aussi, Madame Merkel, tout en se déclarant pour le Fonds monétaire européen, n'a pas manqué d'ajouter « à la condition qu'il soit intergouvernemental ». L'intergouvernementalisme signifie pour moi la domination de quelques grands États membres dont l'Allemagne, la France et autrefois l'Italie. Les Grands dominent les Petits et Moyens contrairement à la méthode communautaire. Or, nous voulons la méthode communautaire qui garantit un partage de pouvoirs et une participation des Petits et Moyens qui peuvent bloquer des décisions, voire en imposer. Cet équilibre et le processus démocratique sont contrecarrés par l'intergouvernemental. Dans le cas de la crise, l'austérité voulue et imposée par l'Allemagne, fait le lit des extrémismes et populismes qui ne cessent de fleurir dans les États membres de l'Est mais aussi en Italie. L'Italie, un des pays fondateurs, le pays où la population était à 75 ou 80% pour l'Europe, tombe maintenant sous un régime extrêmement dangereux pour la démocratie européenne. La Lega, parti très structuré et puissant, extrémiste de droite et anti-migration, vise à conquérir le pouvoir, de préférence tout seul. Il s'est mis en coalition avec le mouvement *Cinque Stelle* pour gouverner l'Italie. Le *leader* effectif est Salvini qui menace l'Union avec son racisme et le retour du fascisme. Cinq ou six pays en Europe se sont engagés sur la voie de l'autoritarisme. Viktor Orbán, contre lequel le Président Macron a engagé un bras de fer, cherche à étendre son influence en créant des alliances avec la Pologne notamment. Même l'Allemagne n'est pas hors risque du fait de la poussée des extrémistes de l'AFD, tout comme le Front national en France — que je nomme toujours ainsi car je suis sceptique à l'égard de son « rassemblement ».

Ces menaces contre la démocratie européenne à la fois à l'intérieur des États et des Régions, des Métropoles et des localités se nourrissent aux sources de la crise existentielle de l'Union, de l'austérité et de la paupérisation ainsi que de la réémergence des vécus totalitaires. Il n'en reste pas moins qu'avec la « menace de la migration de masse » les extrémistes prospèrent. C'est une menace, symbole de la crainte devant cette attaque à l'identité européenne, mais surtout nationale et régionale. Un cocktail explosif composé de migrants islamistes, de djihad et de terrorisme, de mondialisation renforcée par la guerre commerciale sous le drapeau d'*America first*, suivie par la course à l'armement. Un ensemble de facteurs qui contribuent à toute sorte de craintes et d'angoisses qui provoquent et renforcent les repliements sur soi, sur les États, ainsi que la destruction de l'ordre mondial affaibli. C'est la sécurité qui s'impose parfois aux dépens de la démocratie et de la liberté. Tel est l'environnement de l'Europe. Cette tendance dangereuse s'inscrit dans un contexte de communication sous le signe des GAFAM qui visent à établir une domination dans le monde de l'internet et de l'intelligence artificielle. Autant de soucis pour la

démocratie européenne et le rôle de l'Europe dans un monde en voie de fragmentation conflictuelle.

La crainte devant l'afflux de migrants et de réfugiés à majorité musulmane s'attaque à notre identité qui n'est pas suffisamment affirmée pour pouvoir résister et avoir la capacité d'intégrer ces nouveaux venus. C'est pourquoi nous avons peur de tous ceux qui viennent de l'extérieur de l'Europe. Aussi ces craintes sont le « fond politique » de Matteo Salvini et Viktor Orbán. Le clivage entre une Europe de l'Ouest, traditionnellement plutôt démocratique — même si elle a traversé une période de nazisme porteur de discrimination des « races » et d'ambition visant à imposer son hégémonie en Europe, l'Allemagne comme l'Italie sont *in fine* parvenues à se reconvertir à une démocratie fragile — et une Europe anciennement communiste sous le joug de l'Union soviétique tentée par le retour de régimes autoritaires, commence à s'estomper, sans pour autant exclure la réémergence de l'histoire de mémoire récente. En les admettant dans l'Union, nous avons oublié de tester le degré de leur démocratie, de leur donner une éducation civique européenne. Précipitamment, nous les avons admis dans l'Europe en faisant confiance à l'adaptation formelle de leurs Constitutions.

Nous avons joué aux dupes, car nous savons, après l'expérience de l'Amérique latine, que les Constitutions peuvent se reformer sans être pour autant respectées. En Hongrie par exemple, où j'étais il y a deux ans, j'ai vu de mes propres yeux la main mise sur les médias et les universités. Des universitaires et des recteurs ont été licenciés, mis sous contrôle et remplacés par des fidèles ! Les juges et les médias ont subi la même politique de mise sous tutelle. Viktor Orbán a été désigné comme chef. Il est d'évidence nécessaire de se pencher sur les cultures politiques et sur la culture. Le « système illibéral » reproduit les mêmes comportements autoritaires. De surcroît, l'éducation et l'enseignement de l'histoire de la nation marquent leurs dérives. Kant a été parmi les premiers philosophes à asseoir la paix sur une communauté composée de Républiques ! Le fonctionnalisme a remplacé les valeurs démocratiques.

- **Anne Dardelet** : Je suis complètement d'accord avec ce que vous dites. Les pays dont vous parlez sont des pays qui se sont retrouvés dans le bloc soviétique. Après la Deuxième Guerre mondiale, ils se considéraient comme les opprimés et les victimes de la guerre. De ce côté-là, il n'y a pas eu de dénazification — il y en a eu une, très aléatoire, en Autriche — et si on réfléchit, il n'y en a pas du tout eu en Italie. L'Italie est un pays très compliqué et très catholique, et ils l'ont fait plus ou moins tout seuls. Le problème de ces pays-là, c'est qu'ils se considèrent comme les victimes de la Deuxième Guerre mondiale que nous avons trahies, que nous n'avons pas sorties de l'orbite russe. Ils considèrent en somme qu'on leur doit beaucoup de choses car on les a abandonnés. Il faut deux minutes de conversation avec un Polonais pour qu'il vous parle de Dantzig et de De Gaulle. Ce n'est pas faux, mais il faudrait tenir compte de la différence de mentalité sur environ cinquante ans ainsi que la différence par rapport aux Allemands, qui ont fait un travail énorme — presque trop important. Je suis toujours agacée parce qu'on parle beaucoup des victimes juives,

mais on a aucun raisonnement européen sur le massacre des Slaves. Et cela parce qu'ils ont été phagocytés par le régime communiste qui en a fait des victimes des Nazis contre le communisme. C'était pourtant des victimes du fait de leur races, parce qu'ils étaient slaves ! Il y en a eu 17 millions, c'est énorme !

- **DS** : Alors on en vient à un problème de base qu'est l'éducation à partir des écoles primaires. On voit qu'en France, la République française a été créée avec les instituteurs et l'idée d'une République présente dès les classes primaires. L'immigration est un problème symbolique et culturel très profond. Ce n'est pas un problème de chiffres. Lorsque notre brave Blocher proclame qu'il y a une « immigration de masse », c'est oublier des espaces comme l'Asie, le Liban, la Jordanie : le Liban reçoit plus d'un million de réfugiés, la Jordanie plus de 800 mille ; et nous nous plaignons d'avoir nître part avec nos 500 millions d'habitants... Je ne parle pas des Anglais, car on ne sait pas ce qui se passera avec l'Angleterre. Il est urgent de créer un noyau pour montrer aux citoyens, notamment aux Polonais, aux Italiens, et aux autres, que l'Europe est prête à avancer, en dépit du fait que l'Eurobaromètre place très haut la question migratoire.

Ce que l'on ressent lorsqu'on a été dépouillé de tout comme je l'ai été par la guerre, c'est notre capacité à progresser, le pire étant le sentiment du recul. Nous sommes en pleine régression par rapport à la situation avant la crise : le chômage des jeunes en Grèce est de 60%, en Espagne ou au Portugal il atteint aussi des sommets. Si nous n'avons pas de projets dynamiques qui entraînent de l'espoir, nous nous laisserons glisser car nous n'irons pas à l'essentiel qui est selon moi l'Europe souveraine défendue par Macron. Sur le plan académique il est intéressant de noter qu'en 1945-1946-1947, une équipe de chercheurs à l'Université de Princeton, sous la direction de Karl W. Deutsch, a travaillé sur tous les cas historiques des fédérations, celles qui ont éclaté et celles qui ont réussi. En se demandant à quoi ces dernières fédérations devaient principalement leur réussite, ils parviennent à la conclusion de l'importance de la présence d'un noyau qui commence à donner l'élan à la construction de la fédération. Tous les pays qui ont réussi à former une fédération avait un noyau dynamique.

- **Anne Dardelet** : Vous dites des choses si fascinantes et d'une richesse extraordinaire qui entraîneraient des dizaines de question. Je vais donc me concentrer sur la question du « noyau dur ». Comment y arriver Professeur ? Dès lors qu'il y a des vétos, qu'il y a besoin de révision de traités, qui passeront par des votes, eux-mêmes nécessitant l'unanimité, qu'il y a de fortes oppositions de certains pays, je me dis que de toute façon cela ne passera pas. Comment pourrait-on créer un noyau dur ?
- **DS** : N'utilisez jamais ce qualificatif de « dur ». Ce n'est pas un « noyau dur » mais un noyau dynamique, fédérateur. En anglais, on parle de « core area » qui fait penser à la Zone euro où une partie des membres forment un noyau cohérent. Il peut être fondé par 9 ou 10 pays, sans réforme du traité qui prévoit la « coopération renforcée ». Ce noyau est susceptible d'avancer à condition qu'il reste ouvert et qu'il respecte l'ensemble des conditions prévues par le traité. Le jour où les

autres voudront y entrer, ils le pourront à condition de disposer de la capacité nécessaire. Cela ne demandera pas de révision de traité. De même que la défense structurelle existe dans le traité : 5 pays peuvent être dans ce Groupe de défense structurelle. Nous avons des possibilités. Avons-nous la volonté ? Mais il nous faut un souffle d'impulsion. Or, le seul que je vois, c'est celui d'Emmanuel Macron, qu'on le critique ou pas, qu'on le veuille ou non. Angela Merkel face à de grandes difficultés et elle prépare son départ.

Je voudrais à présent aborder un problème très grave que j'ai découvert récemment concernant le fameux Eurogroupe. Ce groupe doit probablement son origine au premier Président belge, pour un mandat de deux fois deux ans et demi, du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Je ne suis pas venu à sa conférence parce qu'il est responsable d'avoir ouvert une brèche dans la dynamique communautaire au nom de l'intergouvernemental. Une de ses premières initiatives a été la création auprès de lui d'un groupe informel, constitué des Ministres des finances. Ce groupe est devenu l'Eurogroupe actuel qui n'a pas de légitimité mais qui prend de grandes décisions au sujet de la monnaie européenne, des sanctions et des politiques d'austérité. Imaginez-vous ! C'est là un des nœuds de la crise européenne. Il faut le signaler d'urgence. J'ai apporté un petit opuscule du Président de la République hellénique dans lequel il explique que l'Eurogroupe est totalement informel, qu'il n'existe pas. La Cour de Justice et le Parlement n'ont pas de prise sur l'Eurogroupe qui échappe au contrôle parlementaire et au contrôle de la Cour de Justice de la politique monétaire qu'il semble orienter. Or, la création d'une monnaie commune est un acte souverain qui suppose un pouvoir souverain détenu par un pouvoir politique. Nous sommes dans une situation paradoxale : on donne en exemple la démocratie européenne, l'Union démocratique, alors que la monnaie est gérée par un groupe informel. En conclusion, le Président Macron veut une Europe souveraine, car depuis la grande crise de 2008 l'Union est confrontée aux menaces et aux défis qui ne peuvent être écartés que par l'usage de pouvoirs souverains dont l'Union est privée ou insuffisamment dotée.

- **Anne Dardelet** : C'est la BCE qui gère l'Euro. Comment pouvez-vous dire que c'est l'Eurogroupe qui est décideur sur la monnaie ? C'est un lobbying, c'est un think-tank, un groupe d'intérêt constitué d'experts.
- **DS** : Écoutez Madame, j'ai vécu l'Union de l'intérieur. Les ministres des finances agissent sans processus légal sous le chapeau de l'Eurogroupe. Et permettez-moi de vous dire qu'un groupe d'experts constitués de Ministres des finances devient quelque peu ambigu. Notez que c'est ce groupe qui a décidé de l'austérité, qui s'est arrogé des pouvoirs qu'il n'a pas et qui échappe au Parlement et à la Cour de Justice.

• **Anne Dardelet** : Alors, comment résoudre cette situation en l'état des traités ?

• **DS** : Il faut revenir au traité, aux fondements et aux possibilités qu'il offre. Il ne s'agit pas seulement de créer un Ministre des finances, ce n'est pas suffisant. C'est le noyau politique fédérateur qui devra assurer l'ensemble du fonctionnement de la monnaie, avec la Commission et le Parlement dans une formation à 19. Aujourd'hui, la Commission n'a rien à dire. Pierre Moscovici vient davantage en spectateur qu'en acteur, devant les grands pays qui décident et qui sont responsables du choix de l'austérité. L'austérité est le choix de l'Eurogroupe, sous l'influence de l'Allemagne suivie par la France, l'Italie d'antan, comme par l'Espagne etc.

En plus de l'ouvrage du Président grec Prokópis Pavlóoulos dont je vous ai parlé à l'instant, son témoignage a été confirmé par les propos enregistrés et cités par l'ancien Ministre grec des finances, Yánis Varoufákis, qui a été un jour exclu d'une séance de l'Eurogroupe. Il a eu un échange avec le Secrétaire de l'Eurogroupe qui lui a confirmé que l'Eurogroupe est un « groupe informel », qui n'a pas de procédure ni de règles précises et qui agit de manière indépendante ! Il use et abuse des pouvoirs qu'il s'est arrogés sans aucune légitimité démocratique.

• **Anne Dardelet**: Concernant l'élargissement de l'Europe aux pays de l'Est, je me suis toujours demandé si cet élargissement n'était pas un besoin pressant qu'avait l'Europe de récupérer un marché qui était en train de lui glisser des mains. Les ambitions de conquête de marchés, de diffusion de la démocratie et de protection invoquée contre la Russie. Je portais le capitalisme américain dans l'ensemble des pays de l'Est à l'époque et on prenait des parts de marché gigantesques, et l'Europe n'était pas présente. Alors, est-ce que l'intégration des pays de l'Est n'a pas été une réponse politique à ce marché qu'on voulait capturer ? Vous parliez de priorités à long terme, mais quelles sont pour vous les trois urgences à court terme ?

• **DS** : Il s'agit des menaces qui pèsent sur l'Europe et qui donnent lieu à l'extension dans l'Union de régimes autoritaires qui se profilent en Autriche ou en Italie, depuis que la coalition Lega-Cinque Stelle est au pouvoir.

• **Anne Dardelet** : Excusez-moi, j'entends bien, mais comment répondre à cette urgence ?

• **DS** : Il appartient à un État ou à un noyau souverain de gérer des problèmes tels que l'immigration, la monnaie, le terrorisme, la défense et la lutte contre la grande criminalité. Par exemple, nous n'avons pas une coopération contrôlée contre le terrorisme par la politique, pour l'heure c'est plutôt une coopération ad hoc plus ou moins efficace et partiellement contrôlée. Si le noyau politique et fédérateur existait, il pourrait contrôler et donner des impulsions pour répondre à ces urgences qui menacent l'Union et, de surcroît, mettre en place l'établissement d'instruments et de moyens légaux de lutte contre ces menaces, lesquelles s'amplifient de manière à la fois simultanée et interactive.

• **Anne Dardelet** : Vous voudriez une gouvernance européenne ?

• **DS** : Oui, je voudrais une gouvernance européenne. Et je suis en bonne compagnie ! Pour les membres du noyau au sein des 19 pays de la Zone euro, je cherche parmi les candidats potentiels et déclarés. Les autres pourront s'associer pour y contribuer. Mais j'essaie de former un noyau avec 5 pays fondateurs amenés par la France et l'Allemagne trois pays du Bénélux, depuis que l'Italie est à la dérive. Pourraient les rejoindre l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Autriche, la Finlande et la Slovaquie, à certaines conditions.

La relation avec la Russie est un problème fondamental : notre sécurité a été garantie depuis la fin de la Guerre par les Américains. Or, nous avons à présent un Président américain, un *businessman*, qui ne connaît pas la politique et le monde. Sous son slogan « America first », il déstabilise l'ordre mondial en disposant de pouvoirs plus puissants du monde. Il a déclaré une guerre commerciale et en même temps introduit une sorte de conditionnalité : si vous voulez que l'OTAN fonctionne et que l'Amérique vous protège, il vous faut arriver à 2% de votre PIB pour les dépenses d'armement. Il brandit le doute au sujet de la garantie américaine.

Par ailleurs, l'Europe a suivi les Américains face à la Russie. Aussi a-t-elle poursuivi les sanctions contre la Russie mais aussi Pays-Bas, la Grèce et d'autres États membres qui investissent en Russie ou commercent avec elle. Faut-il rappeler que nous avons commis une grande erreur en créant le Partenariat oriental constitué de 6 pays anciennement soviétiques (Ukraine, Moldavie etc.) dont la Russie a été exclue. J'avais insisté à l'époque auprès du Président de la Commission et proposé qu'il fallait que la Russie et l'Europe soient les garants de ce Partenariat. Le résultat des sanctions adoptées en suiveurs de la politique des États-Unis. Cette politique et les missiles installés en Pologne ont eu comme effet de pousser la Russie dans les bras de la Chine. Il en est résulté la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai, dont le but premier est d'agir ensemble contre les États-Unis. Nous sommes sur le point de nous engager tous dans une course au réarmement frénétique alors que nous continuons à rêver de la paix. C'est de la folie pure.

• **Anne Dardelet** : Je partage votre sentiment d'urgence. Beaucoup d'analyses remettent en question les institutions mais je pense que ce n'est pas le moment. Nous sommes vraiment trop dans l'urgence. Je compare cela, toute proportion gardée, avec l'avènement de Hitler. Si on analyse pourquoi la Seconde Guerre mondiale a eu lieu, nous sommes obligés de remonter jusqu'en 1870 pour le comprendre. Avez-vous des « trucs » pour lutter contre les populismes ? Deuxièmement, y a-t-il un seul pays dans les pays de l'Est qui soit pro-européen ? Peut-on s'appuyer sur un pays de l'Est ?

• **DS** : Je partage les grandes lignes de votre comparaison avec la situation de l'Allemagne de Hitler tout en soulignant les grandes différences de contextes politiques, l'émergence des puissances telles que la Chine, l'Inde, la Russie, les États-Unis et le Brésil etc., ainsi que l'existence de

l'OSCE et son réseau d'organisations spécialisées et une nouveauté, l'Union européenne. Le tout dans un espace mondialisé !

La réponse aux populismes : l'action de relance des économies, de la politique sociale contre le chômage, d'une politique commune à l'égard des migrants, d'un rôle de paix d'une Union engagée sur la voie du partage de la souveraineté en matière des affaires extérieures, de sécurité et de défense. Le retour de la prospérité, de la paix et de la solidarité dans l'Union européenne impulsée par le cœur fédérateur et dynamisant annonçant le retour de l'espoir et de la confiance dans une Europe unie, capable de faire entendre sa voix et de répandre son influence dans le monde. Bref, le réveil d'une Europe unie de la volonté politique. Une action commune démentant les vagues promesses des mouvements populistes et extrémistes qui prospèrent dans des situations de crise générale, de l'accroissement des inégalités et de la paupérisation qui touchent de larges couches de la population. Le réveil, la relance et le progrès de l'Union européenne comme annoncé par le Président Macron sont les meilleurs outils contre le national-populisme.

Pour ce qui est des pays de l'Est, en analysant les Eurobaromètres j'ai découvert, à ma grande surprise, que dans les pays de l'Est on retrouve des gens qui parlent et s'intéressent encore à l'Europe. Il y a une contradiction car ce sont eux qui ont poussé l'Europe contre la Russie du fait de leur histoire. En revanche, si vous prenez l'exemple de la relation entre la France et l'Allemagne, c'était bien pire. Mais nous sommes parvenus, après l'Occupation, à entrer dans la collaboration puis dans la Communauté grâce au renversement de la politique de la France à l'égard de l'Allemagne vaincue. Nous avons vécu un miracle extraordinaire alors que maintenant nous avons ces pays qui se proclament européens mais qui sont dans l'ambiguïté...

- **Anne Dardelet:** Vous soulignez à juste titre que la situation était bien pire entre la France et l'Allemagne à la fin de la Guerre, qui pourtant sont parvenues à se réconcilier, par rapport à ce qui se passe entre les pays de l'Est et la Russie. Mais il y a peut-être une grande différence, c'est qu'à l'époque il y avait deux personnalités fortes, Adenauer et Charles De Gaulle. Ce dernier, qui était le chef militaire qui a mené la guerre contre l'Allemagne, a fait en 1947 un grand discours dans lequel il dit aux Allemands « Vous êtes un grand peuple ».
- **DS :** De Gaulle a tout de même commis une grande erreur en refusant la CED. Il pensait que de cette façon, l'Allemagne ne serait pas réarmée. Or, à la suite de l'échec de la CED et d'une coopération partiellement intégrée des forces militaires, l'Allemagne a été armée sous l'impulsion des États-Unis dans le cadre de l'OTAN.

Une leçon actuelle : dans une Europe démocratique il n'est pas concevable de bâtir une défense et une communauté de sécurité européennes (même réduites à un nombre limité) sans contrôle politique et démocratique. L'échec de la CED, qui a entraîné celui de la Communauté politique européenne, est la crise la plus grave qu'a connue le processus d'union dès ses débuts. C'est l'arrêt de la construction d'une Europe politique dont nous souffrons aujourd'hui. Car les grandes

menaces, à l'interne comme à l'externe, portent sur des questions qui relèvent des pouvoirs souverains ; monnaie, sécurité et défense, migration, démocratie et respect des valeurs fondamentales. A ces domaines s'ajoutent la politique extérieure et le rôle de l'Union dans le monde. La survie dépend de notre volonté de parfaire l'Union amputée de son bras politique, en bâtissant une « Europe souveraine » sous l'impulsion de la France.